

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AOÛT 1919.

Projet de loi régulant le statut du territoire de Moresnet-Neutre

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSEURS,

Le Traité de Paix signé à Versailles le 28 juin 1919 consacre dans son article 32 la reconnaissance par l'Allemagne de la souveraineté de la Belgique sur le territoire de Moresnet-Neutre contesté depuis 1816. Lorsqu'il s'est agi d'appliquer et d'interpréter l'article 23 de l'acte final du Congrès de Vienne, les hautes parties contractantes ne parvinrent pas à se mettre d'accord pour savoir à qui devait appartenir la partie du territoire du canton d'Aubel, vulgairement appelée depuis Moresnet-Neutre; aussi le Traité des Limites signé à Aix-la-Chapelle le 20 juin 1816 dispose dans son article 17 « que l'on s'en tiendrait pour le territoire contesté à un arrangement provisoire. Ce territoire sera soumis à une administration commune et ne pourra être occupé militairement par aucune des deux puissances ».

Au cours du dernier siècle, divers projets de partage furent élaborés qui ne donnèrent aucun résultat.

Depuis 1816, la situation est restée inchangée, si bien que le statut de Moresnet-Neutre comme la nationalité de ses habitants furent depuis cette date tenus en suspens.

Le territoire neutre de Moresnet ne fut jamais un état souverain. Cette situation anormale et sans précédent fut résumée exactement en 1865 par l'avocat général Faider (1).

« Le territoire est régi, disait-il, comme pays conquis, par des arrangements provisoires vagues et incomplets; il ne jouit pas des garanties politiques ou législatives dont jouissent les deux pays dont il dépend; une sorte d'occupation de guerre s'y perpétue; un Gouvernement mixte et en quelque

(1) *Pasicrisie*, 1865, p. 309.

sorte absolu y est établi. L'administration et la police intérieure y sont organisés sous le contrôle supérieur de deux agents, délégués par le Gouvernement des deux pays; des arrêtés royaux rendus de commun accord par les deux souverains de Prusse et de Belgique, soit de proprio motu, soit à titre d'approbation de règlements locaux sont la formule suprême et absolue de l'autorité. »

*
* *

Les événements de 1914 et la violation de la neutralité conventionnelle de ce territoire par l'Allemagne, ont facilité singulièrement la solution de cette contestation; en effet, en violant la neutralité de Moresnet, et en privant par la force, la Belgique de sa part dans le condominium de ce territoire, l'Allemagne a dépouillé la partie co-contractante de l'un des avantages essentiels que lui assurait la convention et par conséquent la Belgique est autorisée *ipso facto*, à se libérer de ses obligations conventionnelles et à dénoncer le traité.

Nos prétentions de 1816 restant entières, le traité de Versailles, en forçant l'Allemagne à reconnaître notre souveraineté sur le territoire de Moresnet-Neutre, a consacré la seule solution légitime de ce problème.

Cette reconnaissance du droit de la Belgique sur Moresnet-Neutre impose aux Chambres législatives l'obligation de régler le nouveau statut de ce territoire.

*
* *

Ce territoire contesté fit partie, depuis la réorganisation administrative française de 1793, de la commune de Moresnet, qui, par le traité des limites de 1816, fut coupée en trois tronçons: à l'ouest, Moresnet belge, qui fit partie du canton d'Aubel, et à l'est, Moresnet prussien, qui fut incorporé au cercle d'Eupen. Comme les termes de « Moresnet-neutre » sont, de par l'article 32 du traité de paix, sans signification réelle, il y a lieu de désigner ce territoire, en l'érigant en commune, sous le nom de « la Calamine »; ce nom se retrouve aujourd'hui encore dans la toponymie locale. Le terme « Kelmis » dérive de Kelme, mot du patois limbourgeois signifiant, calamine à cause des gisements de calamine, découverts dans ces contrées ⁽¹⁾.

C'est pourquoi dans le projet qui vous est soumis, le Gouvernement propose de rendre au territoire contesté sa dénomination originale et de rattacher cette commune à la province de Liège, aux arrondissements administratif et judiciaire de Verviers et au canton de justice de paix d'Aubel. Ce rattachement ne constituera pas un changement ni un bouleversement dans les habitudes de la population qui se rendait à Aubel et à Verviers comme à ses centres économiques, d'autant plus que le commissaire d'arrondissement de Verviers remplissait les fonctions de commissaire du Roi des Belges à Moresnet-Neutre.

*
* *

(1) Terlingen. Mémoire.

Le projet de loi règle ensuite la question primordiale de la nationalité des habitants de Moresnet-Neutre (1).

Comme il a été dit plus haut, les habitants de Moresnet-Neutre sont depuis 1816 sans nationalité, ou pour dire plus exactement leur nationalité était tenue en suspens jusqu'à ce qu'une décision eut mis fin à la contestation. La reconnaissance de la souveraineté de la Belgique sur ce territoire, règle par le fait même la nationalité des habitants de Moresnet, originaires de ce territoire qui deviennent Belges de plein droit, sans qu'il soit possible pour eux d'user d'une faculté d'option quelconque.

Il n'en est pas de même des Allemands établis à Moresnet; s'inspirant des principes du Traité de Paix, réglant la nationalité des ressortissants allemands des cercles d'Eupen et de Malmédy, le projet de loi prévoit une faculté d'option durant un délai de deux ans en faveur des Allemands établis à Moresnet-Neutre avant le 1^{er} août 1914 et qui y résidaient le 1^{er} août 1919.

Depuis 1816 aucune loi n'ayant été promulguée à Moresnet-Neutre, ce territoire se trouve encore soumis au régime légal du Premier Empire français, et les commissaires royaux belge et prussien qui y gouvernaient en vertu de la loi du 28 Pluviose an VIII, exerçaient en fait sous le contrôle de leurs Souverains respectifs un pouvoir absolu. L'article 3 du projet de loi qui vous est soumis prévoit que le système constitutionnel et légal belge deviendra obligatoire dans la commune de « la Calamine » du jour de la mise en vigueur de cette loi; l'introduction de nos lois apportera d'ailleurs aux populations de Moresnet, d'une façon générale, une grande amélioration sur le régime antérieur et particulièrement, en matière pénale, où le code rigoureux de 1810 sans l'application d'aucun correctif des principes de la science pénale contemporaine est encore en vigueur.

Néanmoins il a paru nécessaire, en tenant compte des intérêts de la population qui a été consultée, de prévoir certaines mesures et dispositions transitoires qui assureront sans heurt le passage d'un régime à l'autre. Aussi, l'article 4 prévoit-il que les lois et règlements concernant les impôts directs au profit de l'Etat et les taxes provinciales n'entreront utilement en vigueur que le 1^{er} janvier 1920; il eût été difficile d'ailleurs, d'établir avant cette date les rôles nouveaux et d'assurer la perception de ces taxes.

*
* *

En attendant que les Chambres législatives règlent les conditions nouvelles de l'électorat communal, il a paru opportun de maintenir dans sa

Au 15 juillet 1914, la population de ce territoire s'élevait à 4,668 habitants et se décomposait comme suit :

1. Belges,	1,688
2. Allemands,	1,916
3. Hollandais,	560
4. Neutres,	484 descendants des familles établies sur ce
5. Divers,	23 territoire, en 1816,

composition actuelle le corps communal de Moresnet-Neutre (la Calamine) jusqu'à ce qu'un arrêté royal en décide autrement, et de permettre également au Roi de remplir par voie de nomination directe les vacances qui pourraient se produire.

* *

En ce qui concerne le régime hypothécaire, le projet de loi reprend en les appliquant à la commune de la Calamine certaines dispositions transitoires de la loi belge du 16 décembre 1831.

* *

Enfin, les articles 7 et 8 s'occupent du sort qui sera réservé aux décisions judiciaires et aux actes authentiques rendus ou passés avant la mise en vigueur de la présente loi, et qui doivent être mis à exécution en Belgique; une distinction s'impose : en matière civile et commerciale, il a paru nécessaire de simplifier les formalités de l'*exequatur* ; en matière répressive au contraire, les lois pénales étant territoriales et essentiellement d'ordre public, il n'a pu être tenu compte de ces décisions judiciaires que dans la mesure prévue par l'article 13 de la loi du 17 avril 1878. (Titre préliminaire du Code de procédure pénale).

Relativement aux procès en cours des solutions à peu près identiques ont été appliquées.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.



PROJET DE LOI

règlant le statut du territoire de
Moresnet-neutre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, de nos Ministres des Affaires Étrangères, de la Justice et de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, nos Ministres des Affaires Étrangères, de la Justice et de l'Intérieur présenteront aux Chambres Législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le territoire contesté de Moresnet dit Moresnet-neutre, sur lequel la souveraineté est reconnue à la Belgique par l'article 52 du Traité de Versailles du 28 juin 1919 — forme la commune de « La Calamine ». La commune de « La Calamine » fait partie de la province de Liège; elle est rattachée aux arrondissements administratif et judi-

WETSONTWERP

tot regeling van de stelling van het
grondgebied van onzijdig Moresnet.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, van onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Justitie en van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Justitie en van Binnenlandsche Zaken zullen aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voorstellen waarvan de inhoud volgt :

ART. 1.

Het betwiste grondgebied van Moresnet, gezegd onzijdig Moresnet — op hetwelk de soevereiniteit door artikel 52 van het verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 aan België toegekend is — maakt de gemeente « La Calamine » uit. De gemeente « La Calamine » maakt deel uit van de provincie Luik; zij wordt toegevoegd aan de bestuurlijke en rechter-

ciaire de Verviers et au canton judiciaire d'Aubel.

ART. 2.

Les habitants de Moresnet Neutre, originaires de ce territoire, deviennent Belges de plein droit, du jour de la mise en vigueur de la présente loi.

Les ressortissants allemands, âgés de 18 ans au moins, établis sur ce territoire, avant le 1^{er} août 1914, et qui y résidaient le 1^{er} août 1919, acquièrent parcellément la nationalité belge; toutefois, pendant les deux ans qui suivront la mise en vigueur de la présente loi, ils auront la faculté d'opter pour la nationalité allemande; dans ce cas ils doivent quitter le territoire du Royaume dans l'année de leur déclaration.

L'option du mari entraîne celle de la femme; et l'option des parents entraîne celle de leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

Les déclarations d'option doivent être faites en personne devant l'officier de l'État civil de la commune de « La Calamine ».

ART. 3.

La Constitution et les lois belges deviennent obligatoires dans toute l'étendue de ce territoire au jour de la mise en vigueur de la présente loi, sauf les dérogations visées dans les articles suivants.

lijke arrondissementen Verviers, en aan het rechterlijk kanton Aubel.

ART. 2.

De inwoners van onzijdig Moresnet, afkomstig uit dit grondgebied, worden van rechtswege Belgen op den dag van het in werking treden van onderhavige wet.

De Duitse onderhoorigen, welke ten minste 18 jaar oud zijn, en op dit grondgebied vóór 1 Augustus 1914 gevestigd waren, en welke op 1 Augustus 1919 daar verbleven, verkrijgen insgelijks de Belgische nationaliteit; gedurende twee jaren na het in werking treden van onderhavige wet, zullen zij het vermogen hebben de Duitse nationaliteit te verkiezen: in dit geval, moeten zij binnen het jaar na hunne verklaring het grondgebied van het Koninkrijk verlaten.

De keus van den echtgenoot heeft die van de vrouw voor gevolg; en de keus van de ouders heeft die van hunne kinderen die minder dan 18 jaar oud zijn, voor gevolg.

De verklaringen van keus moeten persoonlijk voor den ambtenaar van den burgerlijken stand der gemeente « La Calamine » afgelegd worden.

ART. 3.

De Grondwet en de Belgische wetten zullen verplichtend worden op de gansche uitgestrektheid van dit grondgebied op den dag van het in werking treden van onderhavige wet, met voorbehoud van de afwijkingen in de volgende artikels voorzien.

ART. 4.

Les lois et règlements concernant les impôts directs au profit de l'État et les taxes provinciales ne seront obligatoires dans le territoire susvisé qu'à partir du 1^{er} janvier 1920.

ART. 5.

Le corps communal de Moresnet Neutre « La Calamine » est maintenu en fonctions pour autant que ses membres aient la qualité de Belge, jusqu'à une date qui sera déterminée par arrêté royal. Le Roi aura, jusqu'à cette date, le droit de pourvoir aux places devenues vacantes.

ART. 6.

Les articles 1 à 4 et 6 à 12 des dispositions transitoires de la loi du 16 décembre 1851, relatives aux Privilèges et Hypothèques sont rendus applicables pour le territoire de (Moresnet neutre) « La Calamine » ; les délais visés aux articles 1, 2, 9 et 12 de ces dispositions commencent à courir au jour où la présente loi sera obligatoire.

ART. 7.

Les arrêts et jugements concernant les habitants de Moresnet-Neutre, ainsi que tous actes quelconques emportant exécution parée, qui sont antérieurs à la mise en vigueur de la présente loi, et qui ne portent pas la formule exécutoire prévue par l'arrêté royal du 23 dé-

ART. 4.

De wetten en reglementen aangaande de rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat en de provinciale taxen zullen in gemeld grondgebied, eerst te rekenen van 1 Januari 1920 verplichtend zijn.

ART. 5.

Het gemeentekorps van Onzijdig Moresnet (« La Calamine »), zal in zijn ambt gehandhaafd worden, voor zooveel zijne leden de hoedanigheid van Belg bezitten, tot op eenen datum die bij koninklijk besluit zal vastgesteld worden. De Koning zal, tot op dien datum, het recht hebben, de vrijkomende plaatsen in te vullen.

ART. 6.

De artikels 1 tot 4 en 6 tot 12 der overgangsvoorschriften der wet van 16 December 1851, betreffende de voorrechten en hypotheeken, worden toepasselijk gemaakt, op het grondgebied (Onzijdig Moresnet) « La Calamine » ; de tijdsbestekken, voorzien bij artikels 1, 2, 9 en 12 dezer voorschriften, nemen aanvang op den dag, waarop de onderhavige wet verplichtend wordt.

ART. 7.

De arresten en uitspraken betreffende de inwoners van Onzijdig Moresnet, alsmede om het even welke akten dadelijke uitvoering medebrengend, welke van vroegere dagteekening zijn dan de in kracht-treding dezer wet en die het uitvoerbaar voorschrift niet dragen

cembre 1909, ne pourront être mis à exécution dans le territoire belge y compris le territoire de la Calamine qu'après y avoir été rendus exécutoires.

L'exéquatur est accordé par le Président du tribunal de première instance de l'arrondissement où l'exécution est demandée.

Ce magistrat vérifie si les jugements ou les actes réunissent les conditions nécessaires pour leur authenticité. D'après la loi du lieu où ils ont été rendus ou passés, et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public ou aux principes de droit public belge.

Le présent article ne s'applique pas aux décisions en matière répressive émanant de juridictions allemandes. Ces dernières décisions ne peuvent en aucun cas être rendues exécutoires en Belgique; toutefois il en sera tenu compte de la manière indiquée à l'article 15 de la loi du 17 avril 1878.

ART. 8.

En matière civile et commerciale, toutes les affaires concernant les habitants de Moresnet-Neutre, régulièrement introduites avant la mise en vigueur de la présente loi, se poursuivront devant la juridiction qui en a été saisie; toutefois les décisions judiciaires rendues sur ces affaires ne pourront être mises à exécution en Belgique, qu'après y

voirzien bij koninklijk besluit van 25^{en} December 1909, zullen slechts op Belgisch grondgebied, inbegrepen het grondgebied van Calamine, mogen uitgevoerd worden wanneer zij er uitvoerbaar gemaakt geweest zijn.

De uitvoerbaarverklaring wordt verleend door den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement waar de uitvoering gevraagd is.

Deze magistraat onderzoekt of de uitspraken of akten de voorwaarden vereenigen voor hunne echtheid vereischt volgens de wet der plaats waar zij uitgesproken of verleden worden, en of de bepalingen waarvan de uitvoering vervolgd wordt in niets strijdig zijn, met de openbare orde of de grondslagen van het Belgisch Staatsrecht.

Dit artikel is niet toepasselijk op de beslissingen der Duitse strafrechtbanken. Deze laatste beslissingen mogen in geen geval in België uitvoerbaar gemaakt worden; evenwel zal er rekening van gehouden worden op de wijze aangeduid in artikel 15 van de wet van 17ⁿ April 1878.

ART. 8.

Alle burgerlijke en handelszaken betreffende de inwoners van Onzijdig Moresnet, regelmatig ingediend, voor de in voege treding dezer wet, zullen vervolgd worden voor de rechtsmacht aan welk de kennisgeving dezer zaken opgedragen werd; evenwel zullen de gerechtelijke beslissingen genomen over deze zaken dan eerst in België kunnen

avoir été rendues exécutoires conformément à l'article précédent.

ART. 9.

La présente loi sera obligatoire le jour de l'entrée en vigueur, entre l'Allemagne et la Belgique, du Traité de Versailles du 28 juin 1919.

Donné à Ciergnon, le 6 août 1919.

uitgevoerd worden, wanneer zij er uitvoerbaar zullen gemaakt geweest zijn overeenkomstig voorgaand artikel.

ART. 9.

Deze wet zal verplichtend zijn den dag der inkrachttrading tusschen Duitschland en België, van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919.

Gegeven te Ciergnon den 6 Augustus 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Le Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
De Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

P. HYMANS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre de l'Intérieur,

*De Minister van Binnenlandsche
Zaken,*

Ch. DE BROQUEVILLE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 AUGUSTUS 1919.

Wetsvoorstel

tot regeling

der stelling van het grondgebied van Onzijdig Moresnet

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het vredesverdrag te Versailles den 28 Juni 1919 geteekend, bekrachtigt in zijn artikel 32, de erkenning door Duitschland van de souvereiniteit van België op het grondgebied van Onzijdig Moresnet dat sedert 1816 betwist werd.

Wanneer het er op aan kwam het artikel 23 van de slotakte van het Kongres van Weenen toe te passen en uit te leggen, konden de Hooge Verdragsluitende Partijen niet in overeenstemming geraken om te weten aan wien het gedeelte van het grondgebied van het kanton Aubel, sedertdien gewoonlijk Onzijdig Moresnet genoemd, moest toebehooren; het grenstraktaat den 20 Juni 1816 te Aken geteekend, schrijft dan ook voor in zijn artikel 17 « dat men zich voor het betwiste grondgebied bij eene voorloopige regeling zou houden. Dit grondgebied zal aan een gemeenschappelijk beheer onderworpen zijn en zal door geen enkel der twee mogendheden met eene legermacht mogen bezet worden ».

Gedurende den loop der voorgaande eeuw werden verschillende verdeelingsvoorstellen uitgewerkt, die geen enkelen uitslag opleverden.

Sedert 1816 is de toestand onveranderd gebleven, met het gevolg dat de stelling van Onzijdig Moresnet evenals de nationaliteit zijner inwoners van af dien datum hangend bleven.

Het onzijdig grondgebied van Moresnet was nooit een soevereine staat. Deze onregelmatige en eenige toestand werd in 1865 door den Advocaat-Generaal Faider juist samengevat (1).

« Het grondgebied, zegde hij, wordt beheerd, als veroverd land, door voorloopige onvaste en onvolledige schikkingen; het geniet de staatkundige

(1) Verzameling der rechterlijke uitspraken, 1865, bl. 309.

en wetgevende waarborgen niet die de twee landen waarvan het afhangt genieten; eene soort oorlogsbezetting blijft er voortduren; eene gemengde en als het ware oppermachtige regering is er ingesteld. Het beheer en de innerlijke politie zijn er ingericht onder het hoogere toezicht van twee agenten, afgevaardigd door de regeeringen der twee landen; koninklijke besluiten met gemeen overleg door de twee souvereinen van Pruisen en België uitgevaardigd, hetzij *de proprio motu*, hetzij ten titel van goedkeuring van plaatselijke reglementen zijn de hoogste en onbepaalde uitdrukking van het gezag. »

De gebeurtenissen van 1914 en de schending der overeenkomstelijke neutraliteit van dit grondgebied door Duitschland, hebben de oplossing van die betwisting grootendeels vergemakkelijkt; immers, door het grondgebied van Moresnet te schenden en door met de macht België van zijn aandeel in het condominium van dit grondgebied te ontzetten, heeft Duitschland de mede-verdragsluitende partij van een der voornaamste voordeelen beroofd, dat de overeenkomst haar verzekerde en diensvolgens is België *ipso facto* gemachtigd zich van zijne overeenkomstelijke verplichtingen te ontslaan en het verdrag op te zeggen.

Aangezien onze eischen van 1816 onveranderd blijven, heeft het verdrag van Versailles, door Duitschland te dwingen onze souvereiniteit op het grondgebied van Onzijdig Moresnet te erkennen, de eenige wettige oplossing aan deze vraag gegeven.

Deze erkenning van het recht van België op Onzijdig-Moresnet, legt aan de wetgevende Kamers den plicht op de nieuwe stelling van dit grondgebied te regelen.

* * *

Sedert de bestuurlijke hervorming door Frankrijk in 1793, maakte dit betwiste grondgebied deel uit van de gemeente Moresnet, die door het grenscontractaat van 1816 in drie werd verdeeld: ten westen, Belgisch Moresnet, dat deel uitmaakte van het kanton Aubel, ten oosten, Pruisisch Moresnet, dat bij den kreits Eupen werd ingelijfd. Daar de uitdrukking « Onzijdig Moresnet », ten gevolge van artikel 32 van het Vredesverdrag, zonder wezenlijke beteekenis is, is het noodig dit grondgebied tot eene gemeente te verheffen onder de benaming van « la Calamine »; deze naam wordt heden nog in de gewestelijke plaatsbenaming aangetroffen. Het woord « Kelmis » is afgeleid van Kelme, woord uit de Limburgsche volkstaal, dat kalamijn beteekent, uit reden der in deze streken ontdekte kalamijnlagen ⁽¹⁾.

Daarom stelt de Regeering in het U onderworpen ontwerp voor, aan het betwiste grondgebied zijne oorspronkelijke benaming weer te geven en deze gemeente te vereenigen met de provincie Luik, met het bestuurlijk en rechterlijk arrondissement Verviers en het vrederechterlijk kanton Aubel.

Deze verbinding zal noch eene verandering noch een overhoopwerpen der gewoonte der bevolking teweeg brengen, welke zich naar Aubel en

(1) Terlinden, Memorie.

Verviers als naar haar economische centra begaf, des te meer omdat de arrondissementskommissaris in Onzijdig Moresnet, het ambt van kommissaris van den Koning der Belgen uitoefende.

*
* *

Het wetsontwerp regelt vervolgens de hoogst belangrijke vraag van de Nationaliteit der inwoners van Onzijdig Moresnet (1).

Zooals hooger gezegd werd, zijn de inwoners van Onzijdig Moresnet sedert 1816 zonder nationaliteit, of, om juister te spreken, bleef hunne nationaliteit onbepaald tot dat een besluit een einde aan het geschil brengen zou. Het erkennen der Belgische souvereiniteit over dit grondgebied regelt feitelijk de nationaliteit der inwoners van Moresnet afkomstig van dit grondgebied, welke van rechtswege de hoedanigheid van Belg verkrijgen, zonder dat het voor hen mogelijk zij eenig recht van voorkeur uit te oefenen.

Hetzelfde geldt niet voor de Duitschers, welke in Moresnet gevestigd zijn; zich richtende naar de beginselen van het vredesverdrag, welke de nationaliteit regelen der Duitse onderhoorigen in de kreitsen Eupen en Malmedy, voorziet het wetsontwerp een recht van voorkeur gedurende een tijdperk van 2 jaar ten gunste van de Duitschers welke vóór den 1^{ste} Augustus 1914 in Onzijdig Moresnet gevestigd waren, en welke er op den 1^{ste} Augustus 1919 hun verblijf hadden.

*
* *

Daar er sedert 1816 geene enkele wet in Onzijdig Moresnet uitgevaardigd werd, is dit grondgebied nog onderworpen aan het wettenstelsel van het Eerste Fransche Keizerrijk, en de Koninklijke Belgische en Pruissische Kommissarissen welke er krachtens de wet van 28 Pluvisse jaar VIII regeerden, oefenden er feitelijk, onder het toezicht hunner wederzijdsche souvereinen, eene oppermacht uit. — Artikel 3 van het U onderworpen ontwerp voorziet dat het Belgisch grondwettelijk en wettig stelsel in de gemeente « La Calamine » verplichtend wordt op den dag wanneer deze wet in kracht treedt; het invoeren onzer wetten zal bovendien in het algemeen bij de bevolking van Moresnet eene groote verbetering in het vroegere stelsel toebrengen en bijzonderlijk op strafwettelijk gebied, waar het strenge wetboek van 1810 althans nog, zonder eenige leniging volgens de grondbeginselen der hedendaagsche strafwetkunde, in voege is.

Desniettegenstaande werd het noodig geacht, terwijl men rekende met de

(1) Den 15^{en} Juli 1914 was de bevolking van dat grondgebied 4,668 in getal, bestaande uit :

1. Belgen,	1,685
2. Duitschers,	1,916
3. Hollanders,	560
4. Onzijdigen	484 (afstammelingen der famillën, in 1816 op dit grondgebied gevestigd).
5. Verscheidenen.	

belangen der dienaangaande geraadpleegde bevolking, zekere maatregelen en voorloopige schikkingen te voorzien, welke zonder botsing den overgang van een stelsel naar het andere zullen verzekeren. Diensvolgens voorziet artikel 4 dat de wetten en regelingen aangaande de rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat en de provinciale taxen eerst den 1 Januari 1920 op nuttige wijze in voegen zullen treden. Het ware overigens moeilijk geweest, vóór gezegden datum de nieuwe rollen op te maken en het innen dezer taxen te verzekeren.

*
* *

In afwachting dat de Wetgevende Kamers de nieuwe voorwaarden voor het Gemeentelijk Kiesrecht zullen vaststellen, schijnt het gepast, het gemeentekorps van Onzijdig-Moresnet (La Calamine) in zijne tegenwoordige samenstelling te handhaven, tot een Koninklijk Besluit er anders over beschikt; en insgelijks den Koning toe te laten, door rechtstreeksche benoemingen de vrijkomende plaatsen in te vullen.

*
* *

Wat het pandrechtelijk stelsel aangaat neemt het wetsontwerp zekere overgangsvoorschriften der Belgische Wet van 16 December 1851 over, en past dezelve toe op de gemeente La Calamine.

Ten slotte hebben de artikels 7 en 8 betrekking op het lot voorbehouden aan de rechterlijke besluiten en de authentieke akten genomen of verleden vóór het in kracht treden dezer wet, en die in België moeten uitgevoerd worden; eene onderscheiding dringt zich op: in burgerlijke en handelszaken, is het noodig gebleken de rechtsvormen der uitvoerbaarverklaring te vereenvoudigen; integendeel, wat het beteugelend gerecht aangaat, daar de strafwetten gewestelijk en wezenlijk van openbaren aard zijn, kon er geene rekening gehouden worden met de rechterlijke besluiten dan in zoo verre voorzien is bij artikel 13 der wet van 17 April 1878 (voorafgaande titel van het wetboek van strafrechtspleging). Bijna volkomen gelijke oplossingen werden toegepast op de loopende rechtsgedingen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

PROJET DE LOI

règlant le statut du territoire de
Moresnet-neutre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, de nos Ministres des Affaires Étrangères, de la Justice et de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, nos Ministres des Affaires Étrangères, de la Justice et de l'Intérieur présenteront aux Chambres Législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le territoire contesté de Moresnet dit Moresnet-neutre, sur lequel la souveraineté est reconnue à la Belgique par l'article 32 du Traité de Versailles du 28 juin 1919 — forme la commune de « La Calamine ». La commune de « La Calamine » fait partie de la province de Liège; elle est rattachée aux arrondissements administratif et judi-

WETSONTWERP

tot regeling van de stelling van het
grondgebied van onzijdig Moresnet.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, van onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Justitie en van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Justitie en van Binnenlandsche Zaken zullen aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voorstellen waarvan de inhoud volgt :

ART. 1.

Het betwiste grondgebied van Moresnet, gezegd onzijdig Moresnet — op hetwelk de souvereiniteit door artikel 32 van het verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 aan België toegekend is — maakt de gemeente « La Calamine » uit. De gemeente « La Calamine » maakt deel uit van de provincie Luik; zij wordt toegevoegd aan de bestuurlijke en rechter-

ciaire de Verviers et au canton judiciaire d'Aubel.

ART. 2.

Les habitants de Moresnet Neutre, originaires de ce territoire, deviennent Belges de plein droit, du jour de la mise en vigueur de la présente loi.

Les ressortissants allemands, âgés de 18 ans au moins, établis sur ce territoire, avant le 1^{er} août 1914, et qui y résidaient le 1^{er} août 1919, acquièrent parcellément la nationalité belge; toutefois, pendant les deux ans qui suivront la mise en vigueur de la présente loi, ils auront la faculté d'opter pour la nationalité allemande; dans ce cas ils doivent quitter le territoire du Royaume dans l'année de leur déclaration.

L'option du mari entraîne celle de la femme; et l'option des parents entraîne celle de leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

Les déclarations d'option doivent être faites en personne devant l'officier de l'État civil de la commune de « La Calamine ».

ART. 3.

La Constitution et les lois belges deviennent obligatoires dans toute l'étendue de ce territoire au jour de la mise en vigueur de la présente loi, sauf les dérogations visées dans les articles suivants.

lijke arrondissementen Verviers, en aan het rechterlijk kanton Aubel.

ART. 2.

De inwoners van onzijdig Moresnet, afkomstig uit dit grondgebied, worden van rechtswege Belgen op den dag van het in werking treden van onderhavige wet.

De Duitsche onderhoorigen, welke ten minste 18 jaar oud zijn, en op dit grondgebied vóór 1 Augustus 1914 gevestigd waren, en welke op 1 Augustus 1919 daar verbleven, verkrijgen insgelijks de Belgische nationaliteit; gedurende twee jaren na het in werking treden van onderhavige wet, zullen zij het vermogen hebben de Duitsche nationaliteit te verkiezen: in dit geval, moeten zij binnen het jaar na hunne verklaring het grondgebied van het Koninkrijk verlaten.

De keus van den echtgenoot heeft die van de vrouw voor gevolg; en de keus van de ouders heeft die van hunne kinderen die minder dan 18 jaar oud zijn, voor gevolg.

De verklaringen van keus moeten persoonlijk voor den ambtenaar van den burgerlijken stand der gemeente « La Calamine » afgelegd worden.

ART. 3.

De Grondwet en de Belgische wetten zullen verplichtend worden op de gansche uitgestrektheid van dit grondgebied op den dag van het in werking treden van onderhavige wet, met voorbehoud van de afwijkingen in de volgende artikels voorzien.

ART. 4.

Les lois et règlements concernant les impôts directs au profit de l'État et les taxes provinciales ne seront obligatoires dans le territoire susvisé qu'à partir du 1^{er} janvier 1920.

ART. 5.

Le corps communal de Moresnet Neutre « La Calamine » est maintenu en fonctions pour autant que ses membres aient la qualité de Belge, jusqu'à une date qui sera déterminée par arrêté royal. Le Roi aura, jusqu'à cette date, le droit de pourvoir aux places devenues vacantes.

ART. 6.

Les articles 1 à 4 et 6 à 12 des dispositions transitoires de la loi du 16 décembre 1851, relatives aux Privilèges et Hypothèques sont rendus applicables pour le territoire de (Moresnet neutre) « La Calamine » ; les délais visés aux articles 1, 2, 9 et 12 de ces dispositions commencent à courir au jour où la présente loi sera obligatoire.

ART. 7.

Les arrêts et jugements concernant les habitants de Moresnet-Neutre, ainsi que tous actes quelconques emportant exécution parée, qui sont antérieurs à la mise en vigueur de la présente loi, et qui ne portent pas la formule exécutoire prévue par l'arrêté royal du 23 dé-

ART. 4.

De wetten en reglementen aangaande de rechtstreeksche belastingen ten bate van den Staat en de provinciale taxen zullen in gemeld grondgebied, eerst te rekenen van 1 Januari 1920 verplichtend zijn.

ART. 5.

Het gemeentekorps van Onzijdig Moresnet (« La Calamine »), zal in zijn ambt gehandhaafd worden, voor zooveel zijne leden de hoedanigheid van Belg bezitten, tot op eenen datum die bij koninklijk besluit zal vastgesteld worden. De Koning zal, tot op dien datum, het recht hebben, de vrijkomende plaatsen in te vullen.

ART. 6.

De artikels 1 tot 4 en 6 tot 12 der overgangsvoorschriften der wet van 16 December 1851, betreffende de voorrechten en hypotheeken, worden toepasselijk gemaakt op het grondgebied (Onzijdig Moresnet) « La Calamine » ; de tijdsbestekken, voorzien bij artikels 1, 2, 9 en 12 dezer voorschriften, nemen aanvang op den dag, waarop de onderhavige wet verplichtend wordt.

ART. 7.

De arresten en uitspraken betreffende de inwoners van Onzijdig Moresnet, alsmede om het even welke akten dadelijke uitvoering medebrengend, welke van vroegere dagteekening zijn dan de in kracht-treding dezer wet en die het uitvoerbaar voorschrift niet dragen

cembre 1909, ne pourront être mis à exécution dans le territoire belge y compris le territoire de la Calamine qu'après y avoir été rendus exécutoires.

L'exéquatur est accordé par le Président du tribunal de première instance de l'arrondissement où l'exécution est demandée.

Ce magistrat vérifie si les jugements ou les actes réunissent les conditions nécessaires pour leur authenticité, d'après la loi du lieu où ils ont été rendus ou passés, et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public ou aux principes de droit public belge.

Le présent article ne s'applique pas aux décisions en matière répressive émanant de juridictions allemandes. Ces dernières décisions ne peuvent en aucun cas être rendues exécutoires en Belgique; toutefois il en sera tenu compte de la manière indiquée à l'article 13 de la loi du 17 avril 1878.

ART. 8.

En matière civile et commerciale, toutes les affaires concernant les habitants de Moresnet-Neutre, régulièrement introduites avant la mise en vigueur de la présente loi, se poursuivront devant la juridiction qui en a été saisie; toutefois les décisions judiciaires rendues sur ces affaires ne pourront être mises à exécution en Belgique, qu'après y

voirzien bij koninklijk besluit van 23^{de} December 1909, zullen slechts op Belgisch grondgebied, inbegrepen het grondgebied van Calamine, mogen uitgevoerd worden wanneer zij er uitvoerbaar gemaakt geweest zijn.

De uitvoerbaarverklaring wordt verleend door den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement waar de uitvoering gevraagd is.

Deze magistraat onderzoekt of de uitspraken of akten de voorwaarden vereenigen voor hunne echtheid vereischt volgens de wet der plaats waar zij uitgesproken of verleden worden, en of de bepalingen waarvan de uitvoering vervolgd wordt in niets strijdig zijn, met de openbare orde of de grondslagen van het Belgisch Staatsrecht.

Dit artikel is niet toepasselijk op de beslissingen der Deutsche strafrechtbanken. Deze laatste beslissingen mogen in geen geval in België uitvoerbaar gemaakt worden; evenwel zal er rekening van gehouden worden op de wijze aangeduid in artikel 13 van de wet van 17^{de} April 1878.

ART. 8.

Alle burgerlijke en handelszaken betreffende de inwoners van Onzijdig Moresnet, regelmatig ingediend, voor de in voege treding dezer wet, zullen vervolgd worden voor de rechtsmacht aan welk de kennisgeving dezer zaken opgedragen werd; evenwel zullen de gerechtelijke beslissingen genomen over deze zaken dan eerst in België kunnen

avoir été rendues exécutoires conformément à l'article précédent.

ART. 9.

La présente loi sera obligatoire le jour de l'entrée en vigueur, entre l'Allemagne et la Belgique, du Traité de Versailles du 28 juin 1919.

Donné à Ciergnon, le 6 août 1919.

uitgevoerd worden, wanneer zij er uitvoerbaar zullen gemaakt geweest zijn overeenkomstig voorgaand artikel.

ART. 9.

Deze wet zal verplichtend zijn den dag der inkrachttreding tusschen Duitschland en België, van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919.

Gegeven te Ciergnon den 6 Augustus 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Le Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
De Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

P. HYMANS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre de l'Intérieur,

*De Minister van Binnenlandsche
Zaken,*

Ch. DE BROQUEVILLE.

